

Initiatives ministérielles

instamment à cause de cette haine farouche. Les résultats ont été scandaleux.

Quand les Canadiens s'apercevront que cette question, que cette collusion entre les bandits de l'industrie pharmaceutique internationale et le gouvernement Mulroney figure dans l'Accord de libre-échange nord-américain, ils seront furieux.

Le député de Winnipeg-Sud est déjà intervenu à la Chambre en disant que les Canadiens avaient l'impression que tout allait à la débandade et que cela terrorisait les retraités. C'est un vrai foutoir!

M. Dick: Surveillez vos paroles.

M. Skelly (North Island—Powell River): Surveiller mes paroles? Mais jamais je ne trouverai des mots assez forts pour décrire à la Chambre cette exécration.

M. Dick devrait présenter des excuses à la population canadienne. C'est un scandale.

M. Milliken: Gare à votre tension artérielle.

M. Skelly (North Island—Powell River): Ma tension artérielle est très bonne. En fait, dans une publicité d'environ 24 pages complètes du dernier numéro du *Courier médical*, on voit certes les promoteurs nationaux de médicaments, Judy Erola, en tête du groupe, vendant leur camelote et faisant ni plus ni moins la promotion de médicaments, alors que cela n'a rien à voir avec la santé des Canadiens.

Or, l'essentiel dans tout cela, c'est que cela fait partie de l'Accord de libre-échange nord-américain, et les Canadiens seront furieux d'apprendre que Mulroney les a trahis pour un milliard de dollars.

Les économistes en matière de soins de santé des deux côtés de la frontière ont reconnu que les sociétés pharmaceutiques ont fait une excellente affaire. J'ignore ce qu'ont concocté Mulroney et Bush pendant leur partie de pêche, mais il y aura certainement de graves répercussions pour les Canadiens.

Je termine en répétant que c'est un vrai scandale. Nous devrions immédiatement mettre un terme à ce type de propagande qui a paru dans le dernier numéro du *Courier médical* et d'autres documents.

Le président suppléant (M. DeBlois): Je saurais gré au député de bien vouloir respecter le Règlement.

Mme Dorothy Dobbie (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, cet emportement outrageux du député d'en face montre que les membres de son parti ne sont pas particulièrement sérieux quand il s'agit des détails de ce projet de loi qui est très bon pour le Canada et qu'ils essaient au

contraire de marquer des points pour leur parti en vue des élections. À mon avis, ce projet de loi est trop important pour ça.

Le NPD parle sans arrêt de la nécessité de créer des emplois. On dirait un disque rayé, des emplois, des emplois, des emplois. Ce projet de loi créera des possibilités d'investissements du genre de ceux qui garantiront des emplois aux Canadiens.

Le député d'en face a beaucoup parlé des augmentations dont il est question dans l'article paru dans *The New York Times*. Cela me surprend car d'un côté, il parle de notre voisin du sud comme l'incarnation de l'empire du mal, alors que de l'autre, il cite un journal américain comme si c'était l'évangile et qu'il avait toutes les réponses qui manquent aux Canadiens.

Les faits sont simples, et peut-être le député voudra-t-il faire des commentaires à ce sujet. On prévoit que l'augmentation du coût des médicaments d'ordonnance vendus aux pharmacies et aux hôpitaux à la suite de l'élimination des licences obligatoires devrait être inférieure à 0 p. 100 la première année, pour atteindre graduellement 2 p. 100 par an d'ici l'an 2000. Les faits sont là. Peut-être le député voudra-t-il bien nous expliquer pourquoi il accorde plus de foi à un journal américain qu'au gouvernement fédéral?

M. Skelly (North Island—Powell River): C'est bien simple, monsieur le Président. Ou bien c'est de la stupidité pure et simple ou bien c'est essayer de perpétuer le mensonge voulant que nous tirions toutes sortes d'avantages de ce projet de loi.

Pourquoi ont-ils laissé entrer cette disposition dans l'Accord de libre-échange nord-américain? Les économistes américains et canadiens disent que nous allons perdre un milliard de dollars au cours des huit prochaines années. Quand elle rentrera à Winnipeg-Sud, elle se fera politiquement lapider à cause de cela. Elle devait être défoncée quand elle est venue essayer de défendre ce point de vue.

Des voix: Oh, oh!

M. Shields: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Mon collègue qui vient de se rasseoir a commis, durant son intervention, quelques irrégularités qui devraient être relevées. Il a parlé des députés à la Chambre des communes en les appelant par leur nom et a fait allusion au premier ministre en parlant d'une «entente Mulroney», en sachant bien qu'il n'est pas supposé parler du premier ministre autrement qu'en l'appelant par son titre. Deuxièmement, il a parlé de Paul Dick en disant M. Dick, et il sait qu'il n'est pas censé le faire. De même, il vient d'accuser une députée de ce côté-ci de la Chambre d'être «défoncée».